

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: - (2001)
Heft: 544

Artikel: Après la crise Genève reprend vie et se cherche de nouvelles vocations
Autor: Eckert Dunning, Élisabeth
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-886182>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Après la crise Genève reprend vie et se cherche de nouvelles vocations

Le canton de Genève ressort de la récession économique aussi vite qu'il y est entré. Des banques aux biotechs, en passant par l'horlogerie, des milliers d'emplois ont été créés en deux ans.

Cela peut faire sourire les régions ou les pays environnants, tant l'image d'Epinal d'une Suisse prospère est ancrée dans les esprits. Mais Genève émerge à peine d'une crise économique brutale qui dura près d'une décennie (1990-1999) et qui vit le taux de chômage grimper à 7,8%, un record national malgré le renvoi de dizaines de milliers de travailleurs saisonniers et une limitation drastique de la main d'œuvre frontalière française (Ain, Haute-Savoie): 27 500 en 2000 contre 31 000 en 1990.

Compte tenu de l'exiguïté du territoire (282 kilomètres carrés), les indicateurs de la construction et de l'immobilier ont, de tout temps, représenté ici un signal avant-coureur fort des envols ou, a contrario, de la descente aux enfers de ce petit canton de 414 000 habitants. Ainsi, tant l'UBS que le Crédit Suisse Group estiment que 13 à 15 milliards de francs suisses (environ 60 milliards de francs français) ont été anéantis dans l'effondrement du secteur immobilier entre 1990 et 1994 à Genève. Spéculations vertigineuses, prêts inconsidérés, plus-values exorbitantes: rien ne semblait trop beau, alors, aux investisseurs de la pierre au plus fort de la surchauffe économique.

Un canton extrêmement exposé

Dès lors, lorsque les observateurs économiques ont vu revenir les capitaux étrangers ou nationaux sur le sol genevois fin 1999 et début 2000, ils ont su que la reprise conjoncturelle était là. "Genève est en effet un canton suisse extrêmement sensible aux fluctuations économiques mondiales, explique Jean-Charles Magnin, directeur au Département de l'économie, de l'emploi et des affaires extérieures (DEEE). Notre économie est sans doute l'une des plus exposée à l'exportation, soit en direction de l'Union européenne que des États-Unis ou du Japon. Que ces continents éternuent, et nous nous enrhumons immédiatement."

Le grand choc culturel du redressement est incontestablement survenu lors de l'annonce, en septembre 1999, de l'installation à Genève du quartier général de Procter & Gamble, amenant avec lui un millier d'emplois nouveaux et 120 millions de francs supplémentaires de revenus imposables pour un canton totalisant alors un déficit public de 500 millions de francs et une dette abyssale de 10 milliards de francs. Parallèlement, les envolées boursières ont redonné aux banques privées de gestion de fortune un souffle qu'elles avaient (légèrement) perdu lors des turbulences financières asiatiques ou russes de 1997 et 1998. La première d'entre elles, Pictet & Cie, a dû, à elle seule, engager trente nouvelles personnes chaque mois l'an dernier, afin de répondre au formidable boom du private banking à Genève. Deutsche Bank, puis HSBC viennent de faire de la Cité de Calvin leur siège mondial pour la gestion de fortune privée. En ce sens, Genève est ressortie de la crise économique pareillement axée sur le secteur bancaire qu'elle y est entrée. Mais avec une spécificité historique renforcée - la gestion de patrimoine avant tout français, espagnol ou moyen-oriental -, en regard de l'explosion de cette activité financière.

Doublement des fonds sous gestion

Ainsi, selon une étude de Merrill Lynch et Gemini Consulting, "la gestion de fortune est un vecteur de croissance à long terme, car les

capitaux sous gestion devraient croître de 10% ces prochaines années." La banque d'affaires Goldman Sachs, qui vient d'ouvrir à Genève une représentation visant les fortunes d'au moins 10 millions de dollars, estime quant à elle à 44 000 milliards de dollars, la fortune privée totale dans le monde. Or, on évalue actuellement à quelque 1 200 milliards de francs suisses les fonds privés gérés par les banques à Genève, tant privées (en sociétés à responsabilité illimitée) que commerciales ou étrangères, dont plus d'un tiers proviendrait de la clientèle étrangère. Mieux, selon la Fondation Genève Place financière, la fortune sous gestion, placée en Suisse et à Genève particulièrement, aurait doublé entre 1994 et 2000.

Pourtant, les banques suisses voient arriver avec anxiété les menaces cumulées de l'OCDE et de l'Union européenne sur le secret



Horloge fleurie

bancaire helvétique, lié à la fiscalité de l'épargne. Et pour cause. Selon une formule choc de Me Marc Bonnant, avocat éminent de la place, "sans le secret bancaire qui protège chez nous l'évasion fiscale contrairement au blanchiment ou aux fonds pillés par des potentats, la Suisse et Genève peuvent dire adieu à une part conséquente de leurs revenus du secteur bancaire." Car - et c'est là que le "combat" politique intérieur se mène - les banques installées à Genève contribuent à hauteur de 20,2% des recettes fiscales du canton qui s'élèvent à quelque 5 milliards de francs suisses (étude

menée par le professeur Yves Flückiger, de l'Université de Genève). Depuis les accords de Feirà, en été 2000, stipulant l'obligation d'échanges d'information entre les États membres de l'Union européenne et des États tiers, telle la Suisse, concernant des comptes bancaires, la place financière suisse multiplie les déplacements entre Paris, Londres et Bruxelles pour défendre ce que Jacques Rossier, président du Groupement des banquiers privés genevois, appelle "l'exception helvétique".

Le négoce international, cet inconnu

Il est dès lors certain que le poids attribué aux banques dans la Genève calviniste et pluriculturelle (40% d'étrangers) n'est pas qu'une caricature. De leur présence a découlé en effet l'essor impressionnant et pourtant méconnu du négoce international. Trois cent cinquante sociétés de trading, employant 3000 personnes, y sont installées, faisant de cette ville la deuxième capitale européenne du négoce international. Des géants tels que Cargill et Finagrain (pour les céréales), Donavant (pour le coton) ou Gill & Duffus (sucre) contrôlent entre 10 et 30% des marchés mondiaux depuis Genève. Enfin, 15 milliards de dollars de pétrole y sont traités annuellement par Elf, Lukoil - la grande partie du pétrole russe est négociée dans la Cité de Calvin -, Vitol ou Tamoil. Or, selon Jacques Thomann, directeur du négoce chez BNP Paribas, "les banques établies à Genève apportent entre 40 et 60% du financement transactionnel mondial", basé sur une marchandise et non sur un bilan. "Il s'est ainsi constitué ici une sorte d'école en matière de crédits documentaires, soit un quasi-monopole pour ce type d'instrument de paiement". Secret, fermé, opaque : ce secteur d'activités ne donne aucun chiffre et n'apparaît jamais. Il n'en représente pas moins l'un des piliers forts de l'activité genevoise internationale, tout comme l'horlogerie de luxe qui connaît depuis quelques années une véritable explosion.

Ainsi, les grands chantiers non publics actuellement en cours sont généralement le fait de groupes horlogers tels Piaget International, Patek Philippe, Rolex ou Vacheron Constantin. A une croissance nationale de 7,6% pour les six premiers mois de 2001, soit 4,1 milliards de francs de chiffre d'affaires, qui fait suite à un bond de 14,4% (plus de 10 milliards de revenus) pour l'ensemble de 2000, l'horlogerie très haut de gamme s'est envolée en même temps que prospérait l'économie américaine.

La diversification dans les biotechs

Dès lors, si le chômage n'est plus le souci numéro un des autorités cantonales - avec 4,1%, Genève demeure malgré tout la lanterne rouge helvétique - ces dernières tentent de ne pas oublier les leçons de la crise des années 90. Quasi monoculture bancaire et secteur immobilier totalement surdimensionné : tels sont les maux qu'il s'agit aujourd'hui d'éviter. Dès 1998, le "ministre" de l'Économie Carlo Lamprecht a pris son bâton de pèlerin pour sillonner la Silicon Valley, afin d'obtenir l'implantation à Genève d'entreprises high tech. PsiNet (pour l'internet), Colt ou Worldcom (pour les télécoms) furent parmi les toutes premières à donner le "la". Très vite, fort de la présence de la foire mondiale des télécommunications, Telecoms, et surtout du CERN (inventeur du web), le canton s'est positionné comme un des nœuds européens de transport de données (voix, informatique et Internet). Les nombreuses multinationales, tels Hewlett Packard ou DuPont de Nemours, ou les organisations internationales ont quant à elles rapidement compris l'in-



Place du Bourg-de-Four

térêt qu'elles avaient à trouver dans la libéralisation toute récente du secteur des télécoms et la fin du monopole des PTT dans ce domaine. En 1999, 72 entreprises sont venues s'installer à Genève, créant ainsi 1121 emplois. L'an 2000 a parfaitement suivi le mouvement, faisant à nouveau s'envoler les prix du foncier. Ainsi, les locaux commerciaux vides - qui représentaient en 1997 encore l'équivalent de 35 terrains de football, soit 350 000 mètres carrés - ont fondu comme neige au soleil, atteignant à peine 150 000 mètres carrés en 2000. "Mais cela ne saurait suffire comme diversification, avoue Robert Kuster, délégué à la promotion économique. Dans nos objectifs nous voulons également attirer des entreprises actives dans les technologies médicales et les biotechnologies." Car, tel est désormais le secteur d'avenir sur lequel mise Genève. Et, pour une fois, le canton ne se lance pas seul dans l'aventure, mais collabore étroitement avec son proche voisin vaudois, donnant enfin corps à cette région lémanique, ce croissant d'or tant désiré depuis une dizaine d'années.

La richesse du savoir académique

Selon une récente étude d'Ernst & Young, la région compte aujourd'hui quelque 130 start-up de plus de cinq ans d'âge - c'est-à-dire qu'elles ont passé le seuil critique de mortalité - parmi lesquelles 54 se situent directement dans le secteur des sciences de la vie. Elle héberge également douze multinationales (dont Serono, société genevoise avec une capitalisation boursière de 16,5 milliards de dollars, leader européen des produits issus du génie génétique). Mais surtout, de Genève à Lausanne, soit quelque 70 kilomètres, on dénombre dix-sept centres académiques parmi lesquels les deux universités, l'Ecole polytechnique fédérale (EPFL) et les deux hôpitaux universitaires. Dès lors, comme l'affirme le président de l'EPFL, Patrick Aebischer, "il naît tous les mois une start-up de notre école, un chiffre que l'on pourrait multiplier par deux ou trois s'il existait les moyens de financement adéquats." Selon la revue "Science", l'arc lémanique est d'ores et déjà placé en troisième position mondiale en ce qui concerne la recherche en biotechnologie et son degré de productivité (234 000 euros de chiffre d'affaires généré annuellement par un salarié en Suisse, contre 112 000 euros en Grande-Bretagne ou 73 000 en Allemagne). Genève s'appuie désormais sur plusieurs piliers et tente de n'en plus négliger aucun.

Élisabeth Eckert Dunning
Chef de la rubrique économique de "La Tribune de Genève"